

Journal des guerres de l' Otan

N° 76 du 26.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) Et sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Guerres de l'Otan

Au jour le jour

1 Politique

Les parties prenantes

a) L'Otan

b) Les USA

c) L'Otan dans le monde

d) Le reste du monde

e) Institutions internationales

2 Brèves

2-1 L'Europe profite du bouclier antimissile.

3 Dossiers

3-1 Claudine Pôlet : Vers un nouveau concept stratégique de l'Otan.

3-2 David Brunnstrom, Marc Delteil : Rasmussen : Les Européens doivent maintenir la capacité de l'Otan.

3-3 Francine Verstraeten : L'aide humanitaire au Pakistan sous contrôle de l'Otan et des États-Unis.

3-4 Thorsten Knuf : Une nouvelle stratégie pas vraiment pérenne.

3-5 Ben Cramer : L'Iran, la prolifération nucléaire et l'exemple turc.

4 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

4-1 Le Conseil mondial de la paix : L'OTAN a été dès sa fondation en 1949 une organisation agressive.

Tiré à part :

La journaliste roumaine Oana Lungescu, sera la nouvelle porte-parole de l'OTAN.

L'OTAN a annoncé jeudi la désignation d'une femme, une journaliste roumaine, Oana Lungescu, comme porte-parole de l'Alliance atlantique.

Elle succédera le 1er décembre prochain au Canadien James Appathurai, a indiqué le secrétaire général de l'OTAN, le Danois Anders Fogh Rasmussen.

Selon lui, M. Appathurai sera promu à de nouvelles responsabilités. "Je suis heureux d'annoncer qu'Oana Lungescu a accepté mon offre de devenir le nouveau-porte parole de l'OTAN", a affirmé M. Rasmussen lors d'une conférence de presse clôturant une réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des 28 pays membres à Bruxelles.

Oana Lungescu est née en Roumanie, qu'elle a quittée en 1985 (avant la chute du régime communiste de Nicolae Ceausescu). Elle a rejoint le service mondial (World Service) de la BBC, devenant rédactrice en chef du service en roumain de la chaîne publique britannique. Elle pratique en outre l'anglais, le français, l'allemand et l'espagnol. Ce sera la première fois en 61 ans d'histoire qu'une femme deviendra porte-parole de l'OTAN. Une ancienne

journaliste de l'agence de presse espagnole EFE, Carmen Romero, est déjà porte-parole adjointe. M. Appathurai pourrait prendre la tête du bureau d'information de l'Alliance en Russie. (GGD)

(Belga)

14.10.10 -

<http://www.rtf.be/info/node/265248>

Ben Cramer : L'OTAN à la dérive et l'Europe à contretemps.

Nous vivons une époque fantastique.

Si certains acteurs vivent à contretemps, si la classe politique française n'accorde pas à l'époque l'importance qu'elle devrait, de nouveaux acteurs pourraient changer la donne...

L'Afghanistan.

Voilà un cas d'école. Passionnant. Caricaturale la « mission civilisatrice » que l'Occident s'octroie sur ce front. En réalité, des élites politiques se sont fourvoyées. Elles ne peuvent plus prétendre au rôle de médiateurs dans cette poudrière, une poudrière qui risque d'être un sacré borbier.

Que l'élite à Paris considère que c'est un bon terrain d'entraînement pour ses troupes est une chose, mais Paris est hors-jeu pour infléchir les va-t-en guerre.

Pire, ce sont les Néerlandais, les Polonais et les Australiens qui lui ont ravi la vedette en prenant leur distance.

Ce sont des anciens responsables du MI6 qui avouent que le Pentagone exagère la menace d'Al-Qaïda dans le monde et ces experts utilisent l'IISS (International Institute for Strategic Studies) pour le dire ! Bref, l'Otan va beaucoup s'esquinter dans cette zone fort éloignée de l'Atlantique Nord.

La France de Sarkozy a certainement choisi le plus mauvais moment pour rejoindre le commandement militaire intégré...

L'Iran, la prolifération nucléaire et l'exemple turc

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce ne sont pas les Français mais les Britanniques qui se méfient le plus des conséquences imprévisibles que pourraient avoir des opérations militaires à l'encontre de sites (nucléaires ou pas) en territoire iranien. C'est du moins ce qui ressort de sondages récents. Cette méfiance est un signe de sagesse dans la mesure où le recours au nucléaire, où qu'il soit, peut être la conséquence de ce qu'on appelle le « stress of war ». Parmi les autres stress, il y en a un que les stratèges n'ignorent point : les jours du Traité de Non Prolifération (TNP) sont comptés. En attendant, les élites européennes ne semblent pas très mobilisées pour débloquer la situation, ou calmer le jeu. L'Union Européenne dans la rubrique politique étrangère ressemble fort à la Conférence du désarmement (CD) à Genève, cette institution qu'on surnomme parfois la Belle au Bois Dormant. Les initiatives de la PESC en matière de non-prolifération ne sont que des copies conformes aux déclarations du State Department à Washington. La PESC est tellement imbibée d'Otanisme qu'elle n'a pas songé une seule seconde à créer un Conseil de Sécurité au sein des 27 Etats membres (même l'Union africaine s'est dotée d'un conseil de sécurité). Un conseil de Sécurité qui ne valoriserait pas ceux qui détiennent des armes de destruction de masse, contrairement à l'ONU.

Le chemin du renouveau, de l'initiative est donc emprunté par des acteurs qu'on n'attendait pas sur le dossier : la Turquie d'Erdogan et le Brésil de Lula. Incroyables mais vrais, voilà les Turcs- souvent dépeints comme alignés sur Washington, - qui se positionnent en successeurs des Roumains durant la guerre froide (sur le dossier TNP), ou des Polonais du temps de Rapacki.... (le plan de dénucléarisation du ministre, très mal vu à Moscou) ou de la Suède d'Olof Palme. Certains experts des relations internationales imaginent déjà de futurs castings avec des Turcs réconciliés avec les Grecs, même sur le sort de Chypre, qui demanderont poliment aux Américains de ranger leur matériel et de se retirer, comme De Gaulle le fit avec fracas et panache à partir des années 60. Envers et contre tout, faisant fi des maquettes de l'Europe de Maastricht, ou de Nice, il se pourrait que de nouvelles puissances reprennent le flambeau gaulliste, tentent de se distancier de l'Empire, quitte à innover le concept du 'non-alignement' (la première conférence a eu lieu il y a 50 ans !). Il n'est pas exclu que l'un de ces « alliés » qui regarde plus loin que l'horizon de Lisbonne fasse insérer dans sa Constitution (à défaut de constitution européenne digne de ce nom) un article du style : le pays « ne pourra accepter/accueillir aucune base militaire étrangère sur son territoire et ne pourra participer à aucune guerre d'agression ». (article 10 de la Constitution Bolivienne).

De la dénucléarisation à la neutralité

Aucun document de la PESC n'a encore mis en avant la nécessaire dénucléarisation de l'ensemble européen, ne serait-ce que pour donner une petite chance de survie au TNP en 2015. Bref, l'Europe fait fausse route. Pas un commissaire à Bruxelles, pas un parti politique au Parlement pour initier un modèle de dénucléarisation comme le Parlement de Mongolie a réussi à l'imposer (zone exempte d'armes nucléaires reconnue comme telle par l'ONU) à partir de février 2000.

L'idée de dénucléarisation (du sol européen) nous entraîne bien vite au-delà. C'est normal. Après tout, le continent européen compte en son sein toutes sortes de territoires y compris des pays sans armée (Andorre, Islande, Lichtenstein, Monaco, San Marino), des territoires non militarisés dont les îles Aland (Finlande) et l'archipel du Spitzberg (Norvège). Cette diversité a longtemps été un atout même si le pire n'est pas non plus à exclure avec l'indépendance du Groenland, par exemple, un territoire qui, en dépit ou à cause des variations climatiques, pourrait être entraîné dans une nouvelle « guerre froide » face à tous ceux qui convoitent l'Arctique.

L'Europe compte aussi des Etats neutres. Tous les cinq (Autriche, Finlande, Irlande Malte, Suisse) dont 4 membres de l'UE traversent ces temps-ci une crise d'identité. Que le citoyen Français lambda croit encore qu'être 'finlandisé' est quasiment une maladie, et un exemple de subordination à l'égard de Moscou, en dit long sur les dégâts du lavage du cerveau au temps de la guerre froide. Mais, plus grave encore, 2/3 des habitants de la Finlande d'aujourd'hui estiment que leur nation finira par adhérer à l'Alliance Atlantique « dans un avenir prévisible ». Pourtant, au vu de la crise économique et financière que les Européens traversent –y compris les budgets militaires - , au vu des clashes potentiels soulevés ci-dessus (Afghanistan, Iran), on peut légitimement se demander pourquoi plaider la cause de la neutralité de l'Europe est si inaudible dans les instances européennes. Pourquoi aucun parti politique pourtant à court de recette n'a mijoté cette idée et présenté l'ébauche d'un programme du genre ?!

Une France plus gaullienne aurait-elle pu ambitionner de freiner les dérives atlantistes de quelques Européens ? Même sous Chirac ? Peu importe le scénario. Aujourd'hui, avec une Union Européenne qui se fond dans ce magma qu'est l'OTAN, l'Europe comme la France vit à contretemps.

« Les dirigeants européens vont demander des liens plus étroits avec l'OTAN », révèle l'Irish Times. Un document préparatoire au Conseil européen du 16 septembre 2010 "présente les relations avec l'OTAN comme une manière d'exploiter davantage les liens de l'Europe avec Washington", en particulier dans les domaines économique et stratégique, explique le quotidien de Dublin. C'est la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, qui serait chargée de mettre en œuvre la recommandation des 27 Etats membres. Cette recommandation tombe au plus mauvais moment de l'Alliance. Cherchez l'erreur.

Espérons que les prochains manuels d'histoire au service des générations futures n'insisteront pas trop, le révisionnisme aidant, sur les aspects "positifs" de l'otanisme qui aurait libéré le joug des peuples d'Europe centrale et orientale et fait disparaître le Mur de Berlin.

Ben Cramer

http://www.csotan.org:80/ao/article.php?ao_id=39&art_id=507&Mois=octobre&Year=2010

Guerres de l'Otan

1 Politique

a) L'Otan

Fogh Rasmussen

L'OTAN doit être prête à défendre hors de ses frontières !

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a donné vendredi, pour la première fois, un avant-goût de ce que devrait être le nouveau "concept stratégique" de l'Alliance, soulignant pour qu'il donne les moyens à l'organisation de faire face aux "*défis et menaces(...) du 21ème siècle*".

Il a ainsi plaidé avec force pour le maintien de capacités militaires fortes et modernisées - **y compris nucléaires** - , tant pour la défense de ses Etats-membres que pour intervenir dans le monde, en dépit des coupes claires que certains alliés imposant à leur budget de la Défense.

"*Le concept stratégique doit donner des directives visant à rendre nos forces (armées) moins statiques et plus déployables*", a affirmé M. Rasmussen lors d'un discours prononcé à Bruxelles lors d'une conférence du German Marshall Fund (GMF). Mais M. Rasmussen a aussi insisté sur la nécessité de se défendre contre de nouvelles menaces, comme les missiles balistiques dont se dote une quarantaine de pays dans le monde, les "cyber-attaques" et les risques pouvant peser sur l'approvisionnement en matières premières.

En bref : Rasmussen promet d'autres guerres (appelées "grosses missions") menées par l'Otan pour "défendre" notre prospérité économique..

RTLinfo,

ven 8 oct,

<http://www.rtlinfo.be/info/monde/international/743799/l-otan-doit-etre-prete-a-defendra-hors-de-ses-frontieres>

L'Alliance doit renforcer ses partenariats avec d'autres acteurs sur la scène mondiale

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a tiré des leçons de l'engagement de l'OTAN en Afghanistan, assurant que l'Alliance devait renforcer ses partenariats avec d'autres acteurs sur la scène mondiale - comme l'Union européenne, l'ONU et des pays comme le Japon, l'Australie - dans le cadre d'une "*approche globale*". Selon lui, l'OTAN doit aussi se doter d'une capacité d'entraînement des forces de sécurité d'un pays où elle présente.

RTLinfo,

ven 8 oct,

<http://www.rtlinfo.be/info/monde/international/743799/l-otan-doit-etre-prete-a-defendra-hors-de-ses-frontieres>

Rasmussen confirme l'intégration future de Tbilissi

La décision d'intégrer dans l'avenir la Géorgie à l'OTAN prise en 2008 est toujours en vigueur, a déclaré vendredi à Tbilissi le secrétaire général de l'Alliance Anders Fogh Rasmussen.

"Nous attachons beaucoup d'importance à la coopération avec la Géorgie", a annoncé M.Rasmussen dans son intervention devant le parlement géorgien. "Notre position reste inchangée : la Géorgie deviendra membre de l'OTAN".

Le sommet de l'OTAN de Bucarest a reconnu que l'Ukraine et la Géorgie avaient vocation à être membres, en refusant toutefois de les intégrer au Plan d'action pour l'adhésion (MAP). Plus tard, Kiev a renoncé à ses plans d'adhésion à l'Alliance.

M.Rasmussen, qui effectue une visite de travail à Tbilissi, a promis d'aider la Géorgie à s'approcher des standards de l'OTAN.

11 octobre 2010

Dans les coulisses

L'Otan fait du pied à la Russie contre l'Iran

Au delà des tentatives de séduction vers le grand ami et partenaire russe, c'est bien sûr l'Iran qui est clairement visé. Pour l'Otan, pas besoin d'inspecteur de l'AIEA, pour elle pas de conditionnel ni de discussion ; l'Iran est en train de développer des armes nucléaires. Une vidéo de propagande sur le site de l'Otan (voir ci-dessous) sous-entend clairement l'option militaire, "après que les sanctions aient «prouvé» leur inefficacité". «Les sanctions ne sont pas un moyen direct d'arrêter un programme de fabrication de la bombe. Elles ne sont pas un bon moyen de convaincre Ahmadinejad de changer d'avis.»

Russie-Otan: contrer ensemble la menace iranienne

Menacées par une possible frappe de missiles iraniens, la Russie et l'Otan doivent créer un bouclier antimissile commun, a annoncé vendredi à Bruxelles le secrétaire général de l'Alliance atlantique Anders Fogh Rasmussen.

"Plus d'une trentaine de pays, dont l'Iran, possèdent ou développent leur potentiel nucléaire. Ils ont des missiles capables d'atteindre aussi bien le territoire otanien que russe. De cette façon, nous pouvons soit mettre au point un système ABM qui nous séparera et retracera de nouvelles lignes de démarcation en Europe, soit créer un système qui nous rapprochera les uns des autres", a-t-il indiqué dans une allocution vidéo.

"Nous devons proposer une coopération à Moscou et conjuguer notre ABM avec ses capacités. Si nous réussissons à le faire, nous pourrions assurer un meilleur climat pour progresser dans les autres sphères cruciales pour la sécurité européenne", a ajouté M.Fogh Rasmussen.

Il est temps de mettre fin à la logique de guerre froide et de se concentrer ensemble sur les menaces communes, dont le terrorisme, l'extrémisme, le trafic de drogue, la prolifération de la technologie des missiles les cybernautiques, la piraterie et les armes de destruction massive, a conclu le responsable.

RIA Novosti –

17 septembre 2010

<http://panier-de-crabes.over-blog.com/article-l-otan-fait-du-pied-a-la-russie-contre-l-iran-57852161.html>

L'adhésion de la Russie à l'OTAN est possible .

La Russie peut adhérer à l'OTAN si elle prend une décision en ce sens et juge que cela répond à ses intérêts, a déclaré mercredi à Washington l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN Ivo Daalder lors d'une conférence de presse.

"J'ai une position très simple à l'égard de l'entrée russe à l'Alliance. Le Traité de l'Atlantique Nord stipule que tout pays européen a le droit d'adhérer à l'OTAN. La Russie est un pays européen et a donc droit à l'adhésion.

Toutefois, cela ne relève pas de l'OTAN, mais des autorités russes (...) Et cela implique le respect des formalités. La Russie peut entrer à l'OTAN, mais elle doit elle-même décider si elle le souhaite", a indiqué M.Daalder en prévision d'une réunion du Conseil Russie-OTAN programmée pour le 22 septembre à New York.

A présent, la Russie et l'OTAN collaborent sur le transit de militaires et de munitions vers l'Afghanistan via le territoire russe, la formation des agents anti-drogue afghans et centrasiatiques selon des programmes russes, ainsi que la lutte contre le terrorisme, y compris en Afghanistan, a rappelé M.Daalder.

Le secrétaire général de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), le Russe Nikolaï Bordiouja, s'est pour sa part montré sceptique quant à l'entrée russe à l'alliance le 16 septembre dernier à Moscou. "C'est absurde. Les pays de l'OTAN ne sont pas prêts à accepter la demande russe, la Russie n'est pas prête à déposer une telle demande. En plus, la Russie et ses voisins ont déjà mis en place leurs propre système de sécurité collective (OTSC) qui est tout à fait opérationnel", a déclaré M.Bordiouja.

22/09/2010

<http://fr.rian.ru/>

L'Otan veut renouer avec l'Algérie

Extrait d'un article très intéressant

[...]

Et en prévision du sommet qui aura lieu les 19 et 20 novembre prochain à Lisbonne où l'Otan approuvera son nouveau concept stratégique, l'Alliance a organisé jeudi dernier en son quartier général à Bruxelles (Belgique) un forum qui a vu la participation d'une délégation algérienne de haut niveau. L'objectif était bien entendu de ramener les Algériens à la table du dialogue politique qu'ils ont boudée depuis 2008 en raison notamment de la dégradation de la situation dans la bande de Gaza et de la persistance de la répression israélienne mais aussi d'échanger les points de vue sur des dossiers bien connus à savoir la lutte contre le terrorisme et la situation au Sahel, la sécurité énergétique, la cybersécurité et la prolifération des armes de destruction massives.

Pourquoi le nouveau concept stratégique ?

L'Alliance atlantique, créée en 1948, est une organisation politico-militaire qui a évolué depuis les attentats du 11 septembre 2001 sous la pression de Washington même si d'autres membres de l'Otan s'en défendent en réaffirmant le mode de fonctionnement par consensus. Plus de 10 ans après avoir adopté le concept de 1999 où l'Alliance ne comptait que 16 membres, alors qu'elle en compte à présent 28, le monde a énormément changé. Du coup, elle doit s'adapter aux nouvelles réalités géostratégiques où "la cybersécurité à elle seule peut constituer une menace réelle sur la stabilité des États". Mais, selon des observateurs, le nouveau "concept stratégique" vise à "pousser les Européens à accepter d'entrer dans le bouclier antimissiles américain". Ce qui signifierait "la disparition programmée d'une autonomie de défense européenne" et la mainmise totale des USA sur cette organisation qui ne les a pas suivis dans leur stratégie d'occupation de l'Irak.

[...]

Salim Tamani

<http://www.liberte->

[algerie.com/edit.php?id=144635&titre=L%E2%80%99Otan%20veut%20renouer%20avec%20l%E2%80%99Alg%C3%A9rie](http://www.liberte-algerie.com/edit.php?id=144635&titre=L%E2%80%99Otan%20veut%20renouer%20avec%20l%E2%80%99Alg%C3%A9rie)

Sur le terrain

L'OTAN se renforce dans le nord du Kosovo.

Extrait

L'OTAN a déployé plus de 100 soldats dans le nord du Kosovo en réponse à de violents incidents dans la région en proie aux tensions ethniques. Ce renforcement des mesures de sécurité a été qualifié de provocation par le principal responsable serbe pour le Kosovo.

Goran Bogdanovic [*ministre pour le Kosovo au gouvernement de Serbie*] a affirmé que les militaires, déployés mercredi soir, "tentent de provoquer les Serbes" et a accusé l'Alliance atlantique de mener une "guerre de propagande".

Les soldats de l'OTAN soutenus par une force de police locale ont entrepris d'assurer le fonctionnement de contrôles érigés sur la principale route entre le Kosovo et la Serbie, fouillant passagers et véhicules à la recherche d'armes.

L'OTAN compte quelque 10.000 hommes au Kosovo. L'ex-province serbe a déclaré en 2008 son indépendance, à laquelle s'est opposé Belgrade, qui a maintenu que le Kosovo faisait partie de son territoire. Dans le nord du Kosovo, toutes les décisions sont prises par la minorité serbe de la région, avec le soutien de Belgrade.

AP

Bogdanovic inquieté par les opérations de la Kfor et d'EULEX dans le Nord du Kosovo-Metochie.

Le ministre pour le Kosovo-Metochie au gouvernement de Serbie, Goran Bogdanovic a exprimé aujourd'hui l'inquiétude en raison de l'augmentation des tensions dans le Nord de la Province, provoquée par les opérations renforcées de la Kfor et de la police d'EULEX visant à éliminer prétendument le crime.

Constatant qu'il s'agit d'une sorte de guerre psychologique et de propagande, Bogdanovic a indiqué qu'il est nécessaire de respecter les lois et d'arrêter toutes les personnes ingérées dans le crime dans le Nord du Kosovo-Metochie, mais que les forces internationales devraient effectuer attentivement leurs opérations.

Le ministre a laissé entendre que des pressions et des formes diverses d'intimidations sont évidentes ces derniers mois dans le Nord de la Province, habité par la population majoritaire serbe.

Dans le même temps, le secrétaire d'Etat au Ministère pour le Kosovo-Metochie, Oliver Ivanovic a demandé la convocation d'une réunion urgente avec le commandant de la Kfor, Erhard Büler, lors de laquelle seraient examinées en détail les opérations entamées par les forces internationales et la police du Kosovo dans le Nord de la Province. Indiquant qu'il était capital d'assurer la vie en paix de tous les citoyens dans ce territoire, Ivanovic a mis en relief que les activités, visant à compromettre les droits et les libertés des Serbes et des autres habitants non albanais dans le Nord du Kosovo-Metochie étaient inacceptables.

6 octobre 2010

http://glassrbije.org/F/index.php?option=com_content&task=view&id=13061&Itemid=26

OTAN dans les Balkans : Exercice de l'OTAN en Lettonie.

Plus de 1.700 militaires lettons, lituaniens, estoniens, polonais et américains participent à l'exercice Sabre Strike 2011 qui a débuté lundi sur le polygone d'Adazi, en Lettonie, selon un communiqué du ministère de la Défense de

ce pays balte.

L'exercice prendra fin le 31 octobre.

Conçu pour préparer les militaires de l'OTAN aux opérations en Afghanistan, il fait largement appel à différents types de matériel de guerre, dont l'aviation.

Sabre Strike 2011 est le plus grand exercice militaire organisé en Lettonie depuis l'adhésion du pays à l'Alliance atlantique en 2004. Il se déroule en présence d'observateurs internationaux russes, biélorusses, estoniens, lituaniens et suédois.

Les opérations en Afghanistan réunissent un contingent 'antiterroriste multinational'(...) placé sous le commandement américain et la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF) commandée par l'OTAN. La guerre contre le peuple Afghan a déjà fait officiellement quatre morts parmi les militaires lettons.

RIA Novosti

18 octobre

<http://fr.rian.ru/defense/20101018/187656047.html>

b) Les USA

Obama

Partie d'échecs nucléaire : l'Iran au trait - quel coup va-t-il jouer ?

L'un des objectifs principaux du président Obama dans le domaine nucléaire en 2010 est de rassembler la communauté internationale pour répondre fermement, d'une même voix, aux violations du Traité sur la non-prolifération commises par l'Iran

Mais il ne sera pas aisé d'arrêter ce programme iranien.

"Il sera difficile d'empêcher l'Iran de poursuivre sa quête de l'arme nucléaire. Nous avons déjà vu ce que se sont efforcés de faire cinq présidents –les deux Bush, Reagan, Clinton et Obama."

"À court terme, vont-ils pouvoir, en recourant à des tactiques astucieuses, poursuivre impunément leurs activités d'enrichissement de l'uranium ? Oui."

"Vous planifiez une stratégie à long terme, mais à court terme les choses vont assez vite, et dans une fâcheuse direction."

Son approche [d'Obama] est la suivante : s'il tend la main à l'Iran et que Téhéran refuse, il sera en meilleure position pour amener la communauté internationale à soutenir les efforts des États-Unis en vue d'exercer des pressions sérieuses sur l'Iran.

Les sanctions ne sont pas un moyen direct d'arrêter un programme de fabrication de la bombe. Elles ne sont pas un bon moyen de convaincre Ahmadinejad de changer d'avis.

Les États rationnels, même ceux que nous n'aimons vraiment pas, hésiteraient beaucoup à utiliser les armes nucléaires ... [sous-entendu, bien sûr, l'Iran n'est pas rationnel ...]

16/05/2010

http://www.nato.int/docu/review/2010/Nuclear_Proliferation/Iran_nuclear_chess/FR/index.htm

Dans les coulisses

Vers un revirement étatsunien dans le Caucase ?

M. Kouchner vient de le déclarer : les missiles S-300 russes déployés en Abkhazie (que Ria Novosti situe à tort dans le Caucase du Nord) ne déséquilibrent pas la région et ne présentent de menace pour personne, puisqu'il s'agit d'un dispositif défensif. Faut-il voir là une opération de charme des alliés de Washington à destination du gouvernement de Soukhoumi, à l'heure où l'expert ancien collaborateur de la CIA Paul Goble, conseille aux USA et à la Géorgie de reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud pour déstabiliser le Nord du Caucase (russe) où les violences se poursuivent ?

Les États-Unis sont enclins aux revirements d'alliances en ce moment : à la recherche d'une alliance stratégique avec le gouvernement communiste du Vietnam (où ils ont tué deux millions de personnes) dans leur stratégie d'encercllement de la Chine, les responsables de l'administration Obama sont prêts à vouer aux gémonies leur allié serbe Tadic, qu'ils avaient soutenu pendant des années à Belgrade, depuis que celui-ci déploie une diplomatie un peu trop efficace contre la reconnaissance du Kosovo.

Les mêmes revirements seraient-ils envisageables dans le Caucase.

En mai 2010 le président Obama avait estimé que la situation de la Géorgie (qui voudrait récupérer ses deux républiques sécessionnistes) n'était plus un obstacle à la signature d'un traité nucléaire avec la Russie. Selon Simon Shuster il y aurait un véritable lâchage de la Géorgie par Washington qui n'a pas apprécié l'émission télévisée du 13 mars au cours de laquelle une fausse information sur une invasion russe a provoqué la panique dans le pays.

Le président russe Dimitri Medvedev quant à lui, est identifié depuis longtemps comme plus favorable aux États-Unis que son premier ministre Vladimir Poutine, ce qui s'est traduit par un rapprochement russo-américain sur le dossier du nucléaire iranien et la signature d'un accord de défense entre la Russie et Israël aujourd'hui 7 septembre.

La possibilité d'un évolution des alliances autour du Caucase reste cependant limitée la place capitale de la

Géorgie dans les divers dispositifs stratégiques occidentaux, notamment pour mener la guerre en Afghanistan et pour une éventuelle attaque contre l'[Iran](#).

F. Delorca

<http://atlasalternatif.over-blog.com/>

Lundi 27 septembre 2010 1 27 /09 /

Sur le terrain

1 Les parties prenantes

c) L'Otan dans le monde

UE

L'UE veut se rapprocher de l'OTAN

"Les dirigeants européens vont demander des liens plus étroits avec l'OTAN", révèle l'Irish Times. Un document préparatoire au Conseil européen du 16 septembre "présente les relations avec l'OTAN comme une manière d'exploiter davantage les liens de l'Europe avec Washington", en particulier dans les domaines économique et stratégique, explique le quotidien de Dublin. C'est la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, qui sera chargée de mettre en oeuvre la recommandation des 27 Etats membres. Un sujet sensible pour l'Irlande, qui a réaffirmé sa neutralité lors du second référendum sur le traité de Lisbonne.

The Irish Times,

13 septembre 2010

<http://www.presseurop.eu/fr/content/news-brief-cover/337191-l-ue-veut-se-rapprocher-de-l-otan>

L'OTAN discute d'une nouvelle stratégie.

Les membres de l'OTAN se sont entendus jeudi, lors d'une réunion à Bruxelles, sur un projet de nouvelle stratégie militaire. Celui-ci jette aussi les bases d'un futur bouclier antimissile européen. Cette nouvelle stratégie est nécessaire mais elle génère de nouveaux conflits au sein de l'alliance de défense, estiment les commentateurs.

La rigueur génère des divergences

La nouvelle stratégie de l'OTAN se base sur un large programme de coupes budgétaires et génère ainsi des divergences entre l'Europe et les Etats-Unis, estime le quotidien libéral Der Standard : "Onze ans après l'adoption de la stratégie de sécurité, l'OTAN s'attèle à revoir fondamentalement ces concepts. ... Une fois encore, elle le fait moins à partir d'une position de force que sous la contrainte. ... Les gouvernements sont soumis au poids considérable de la rigueur.

Londres et Berlin vont à eux seuls réaliser des coupes de plusieurs milliards dans le domaine militaire. Un approvisionnement commun, des troupes partagées devraient faciliter ce processus.

Les Etats-Unis mettent en garde contre des coupes trop importantes et font pression pour la mise en oeuvre commune d'un bouclier antimissile pour toute l'Europe, afin de prévenir de possibles attaques de l'Iran.

Les Américains demandent également aux Européens d'être plus ambitieux dans la lutte contre le terrorisme. De nombreux Européens ont du mal sur ce point. On dissimulera les différences par de jolis compromis. Les Etats-Unis continueront si nécessaire à agir seuls dans ce domaine." (15.10.2010)

[» article intégral \(lien externe, allemand\)](#)

15.10.2010.

Tous les textes disponibles de [» Thomas Mayer](#)

[Der Standard - Autriche](#)

[Frankfurter Rundschau - Allemagne](#)

1 Les parties prenantes

d) Le reste du monde

France

La France favorable au projet américain de bouclier antimissile

La France est "franchement pour"(...) le projet de bouclier antimissile en Europe proposé par les Etats-Unis et elle est prête à y apporter sa "contribution financière" ou "en nature", a déclaré vendredi la présidence française. Paris "conçoit le bouclier comme un complément utile à la force de dissuasion (nucléaire, NDLR) qui demeure, elle, irremplaçable", a souligné l'Elysée. "Le déploiement d'un bouclier antimissile peut venir compléter, mais seulement compléter la dissuasion en ajoutant en quelque sorte une protection supplémentaire."

La France est prête à contribuer au projet américain -qui serait mis en oeuvre par l'OTAN- "qu'il s'agisse d'une contribution financière ou en nature", avec ses capacités technologiques, a expliqué la présidence.

A l'issue d'un entretien avec Nicolas Sarkozy à l'Élysée, le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen s'est dit "d'accord" avec le président français sur le fait que le dispositif constitue "un complément à la dissuasion, pas un substitut".

"Je suis optimiste en ce qui concerne le sommet de Lisbonne, je pense que nous allons prendre la décision de développer une défense antimissile", a-t-il déclaré.

MM. Sarkozy et Rasmussen "ont estimé qu'aussi longtemps qu'il existera des armes nucléaires, l'Alliance atlantique restera une alliance nucléaire", souligne le communiqué de l'Élysée, qui précise que le président français "a confirmé que les forces nucléaires françaises, indépendantes et qui ont leur rôle de dissuasion propre, continueront de contribuer à la dissuasion globale et à la sécurité des alliés".

Pour ce qui est du bouclier antimissile, "une décision pourrait être prise à Lisbonne, sur la base d'un projet réaliste, adapté à l'évolution de la menace balistique que font peser certains programmes au Moyen-Orient et accompagné d'un dialogue avec la Russie en vue d'une coopération. La France pourra y contribuer", indique le communiqué.

AP

Russie

OTAN en Arctique = Moscou préoccupé.

Moscou suit avec inquiétude les activités de l'OTAN en Arctique et préconise une coopération non militaire dans cette région, a déclaré mercredi à Mourmansk le président russe Dmitri Medvedev lors d'une conférence de presse conjointe avec le premier ministre norvégien Jens Stoltenberg.

"La Fédération de Russie suit avec préoccupation les activités de l'OTAN en Arctique qui représente une zone de la coopération économique. La présence d'un facteur militaire soulève toujours des questions supplémentaires", a indiqué le président Medvedev à l'issue de la cérémonie de signature d'un accord russo-norvégien sur la délimitation de la ligne frontalière en mer de Barents et dans l'océan Glacial Arctique.

"Nous pouvons nous passer de l'OTAN en Arctique, parce qu'elle recèle des richesses communes qui n'ont rien à voir avec les missions militaires. Il suffit d'y utiliser les mécanismes économiques définis par les documents internationaux que nous signons", a indiqué le chef de l'État russe.

"L'escalade de la présence de l'Alliance dans la région arctique" ne favorise pas le développement de la coopération. "Nous souhaitons que la zone de la coopération arctique soit pacifique et que nous nous mettions d'accord (avec l'Alliance) tout comme nous l'avons fait avec nos amis norvégiens", a conclu le président.

15 septembre –

RIA Novosti

Poutine: mon intervention à la Conférence de Munich reste d'actualité

Alors que l'Occident s'ingénie à tromper la Russie, le premier-ministre russe Vladimir Poutine a réaffirmé, dans un entretien accordé lundi au quotidien Kommersant, l'actualité de son intervention du 10 février 2007 à la Conférence de Munich sur la politique de sécurité.

"J'estime que mon intervention a été utile. Car ce que je disais était et reste absolument vrai. On nous a annoncé une chose et on a fait le contraire. On nous a simplement trompés, au sens propre du terme. Au moment où la Russie retirait ses troupes d'Europe de l'Est, le secrétaire général de l'OTAN nous a déclaré que l'URSS pouvait être sûre que la zone d'influence de l'OTAN ne dépasserait jamais les frontières existantes. A quoi assistons-nous actuellement? Je vois qu'on nous a carrément trompés, de la façon la plus primitive. A propos, force est de constater que dans la grande politique la duperie est monnaie courante, et nous sommes obligés d'en tenir compte", a déploré le premier ministre russe.

Et d'ajouter qu'"il avait très envie de croire" au redémarrage des relations russo-américaines. "J'ai très envie que la relance devienne réalité. Et puis, je m'aperçois que l'administration américaine fait preuve d'une très nette volonté d'améliorer les relations avec la Russie. Malheureusement, il y a aussi autre chose. Par exemple, la Géorgie est en train d'être réarmée. Dans quel but?", s'est interrogé M.Poutine.

Selon le premier ministre, il existe aussi d'autres problèmes dans les relations entre la Russie et les États-Unis. "Nous avons plusieurs fois évoqué notre position concernant le déploiement du bouclier anti-missile en Europe. Il semble que nous avons convenu qu'il n'y aurait pas de missiles en Pologne et que l'installation de radars en Tchéquie était suspendue. Formidable! Mais pratiquement immédiatement après, on nous a annoncé l'intention de déployer le bouclier dans d'autres pays européens. Alors, je vous le demande, ce fameux redémarrage, en quoi consiste-t-il?" a conclu M.Poutine.

MOSCOU, 30 août - RIA Novosti

2 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 L'Europe profite du bouclier antimissile.

Le Danemark doit soutenir les projets de l'OTAN pour la mise en place d'une défense antimissile européenne et convaincre pour cela une France encore hésitante, estime le quotidien libéral de droite Jyllands-Posten : "Il est certain qu'une telle évolution est dans l'intérêt de tous les pays européens, et il est logique que le Danemark la soutienne. Le problème, c'est que la France doit comprendre qu'elle a aussi un intérêt et une responsabilité dans une défense antimissile européenne commune. Avancer que le budget français est un budget de rigueur, comme celui de tous les autres pays après la crise financière, constitue une mauvaise excuse pour retarder une évolution absolument nécessaire et réduire les dépenses de défense. Suite aux menaces terroristes et au nombre croissant de puissances nucléaires, il n'y a pas moyen de passer outre les décisions et les coûts qui permettront à l'OTAN de rester un garant de la sécurité." (

15.10.2010

<http://www.eurotopics.net:80/fr/presseschau/aktuell.html/NEWSLETTER-2010-10-15-L-OTAN-discute-d-une-nouvelle-strategie>

3 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Claudine Pôlet : Vers un nouveau concept stratégique de l'Otan.

Quoi de neuf ? Quoi de pire ?

Le calendrier se précise pour l'adoption du « Nouveau Concept Stratégique » de l'Otan Horizon 2020.

Un rapport a été rédigé par un groupe d'experts et publié sur le site officiel de l'Otan en juin. Le secrétaire général de l'Otan a entamé des consultations de gouvernements de l'Alliance et remettra une conclusion résumant ce qui aura été retenu du rapport des experts, le 14 octobre prochain, lors d'un sommet des ministres de la Défense et des Affaires Etrangères de l'Otan. Et le 20 novembre, le sommet des chefs d'Etat de l'Alliance réuni à Lisbonne adoptera le document définitif d'un « Nouveau Concept Stratégique ».

En ce qui concerne la Belgique, jusqu'à présent aucun débat public n'a eu lieu sur ce Concept Stratégique, qui devrait engager notre pays pour de longues années. Le gouvernement aura beau jeu de dire qu'il ne peut rien décider puisqu'il est « en affaires courantes ». Quelle position défendra-t-il lors de ce sommet des Ministres des Affaires Etrangères et de la Défense ? Les partis politiques qui participent au douloureux accouchement d'un nouveau gouvernement ne veulent surtout pas discuter de cette question sous prétexte qu'elle ajouterait encore aux difficultés actuelles. La rentrée parlementaire doit avoir lieu à la mi-octobre et quelques parlementaires pourraient demander la réunion d'une commission mixte Sénat-chambre des députés, et l'Affaire Etrangères-Défense pour enfin mettre le sujet du Nouveau concept stratégique de l'Otan en discussion au parlement. De toute façon, il n'y aura aucun vote du parlement et c'est le gouvernement qui donnera ses instructions à ses représentants à l'Otan.

Mais quel « gouvernement » ???

L'adoption de ce Nouveau Concept Stratégique devrait se faire dès novembre au sommet de l'Otan à Lisbonne. Comme la règle du consensus est encore de rigueur au sein de l'Alliance, il y a toutes les chances que notre pays va donner son consentement à des orientations qui nous engagent jusqu'en 2020, sur lesquelles la population ne sait rien, qui auront été débattues (et encore... ?) dans un petit cénacle gouvernemental ou qui auront simplement fait l'objet d'un accord tacite entre les dirigeants des partis politiques présents au parlement. Le « rapport des experts » présente des « analyses et des recommandations » pour établir le document final du Nouveau Concept Stratégique. Elles ne se retrouveront sans doute pas toutes dans la version définitive. En tout cas, elles donnent une idée de l'orientation générale de l'Otan pour les prochaines années. Certaines de ces orientations ont déjà été mises en évidence et dénoncées par les associations de paix de notre pays et par notre Comité.

Quelques points de ce rapport semblent particulièrement préoccupants et interpellant :

L'Otan n'est plus une alliance de pays pour assurer la défense d'un territoire limité à ces pays, elle se transforme en agence de sécurité euro-atlantique qui a le droit de se projeter militairement, partout où elle le juge nécessaire dans le monde. Il se définit comme « un vaste réseau de prestataires de sécurité ».

L'ONU n'est plus l'organe suprême pour débattre et décider des questions de paix et de guerre et de sécurité mondiale, mais un partenaire parmi d'autres et la charte de l'ONU, n'est plus qu'un texte dont il convient de s'inspirer.

L'Otan devenue organisme garant de la sécurité de la zone euro-atlantique fait un nouvel inventaire des « menaces » à cette sécurité : la prolifération des armes nucléaires, les groupes terroristes extra-territoire Otan ET intra-territoire Otan, les possibilités de rupture de l'approvisionnement énergétique, les problèmes mondiaux tels que la pauvreté, la faim, les migrations, la crise financière, les sanctuaires offerts à des terroristes par des Etats n'ayant pas « nos » valeurs.

Les « experts » considèrent que les sources potentielles de menaces qui nécessiteraient l'invocation de l'article 5 se sont diversifiées et les dangers pourraient désormais provenir aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur de la région euro-atlantique.

L'Iran est le seul pays cité nommément comme « une menace majeure de type article 5 dans les dix ans qui viennent ». Outre « les efforts que déploie l'Iran pour concevoir des armes nucléaires », il y a ses programmes

d'armes conventionnelles, notamment ses missiles de croisière anti-navires et ses missiles balistiques... l'Otan doit se préparer à tout.

La Russie est toujours considérée comme un partenaire mais aussi comme un possible futur ennemi. Le partenariat avec la Géorgie et l'Ukraine reste essentiel, sans attendre leur intégration à l'Otan. Les autres partenariats doivent se multiplier dans le monde, « à la carte ».

L'Afghanistan est le « symbole » des nouvelles missions de l'Otan. Aucun retrait militaire n'est envisageable, mais bien l'élargissement des fonctions de l'Otan intégrant le militaire, le politique, l'économique. L'Otan y restera encore de longues années. Et plus : « en raison de la complexité et de l'imprévisibilité du climat sécuritaire qui devrait prévaloir au cours des dix prochaines années, on ne saurait écarter la possibilité qu'à l'avenir l'Otan participe à des missions de stabilisation similaires... »

Au vu de toutes ces missions de gendarme international que l'Otan veut s'attribuer, le rapport des experts préconise également de grands efforts de réorganisation intérieure. Là aussi l'inventaire n'est pas triste : Il faut une chaîne de commandement unifiée des forces militaires Otan. Il faut réduire au minimum les restrictions d'emploi des troupes mises à la disposition par les différents pays alliés. Il faut fixer de nouveaux principes directeurs qui guideront l'Alliance chaque fois qu'elle devra décider où et quand faire intervenir ses forces hors de ses frontières. Il faut aussi élargir la définition des missions aux nouvelles exigences de la sécurité intérieure (!). Il faut augmenter les moyens financiers mis à la disposition de l'Otan, s'engager à financer des opérations même quand on n'y participe pas, rationaliser toutes les capacités militaires. Enfin, il faut donner plus de pouvoir de décision au secrétaire général de l'Otan et aux chefs militaires, afin qu'ils puissent réagir dans une situation d'urgence, comme une attaque de missile ou une cyberattaque (!).

Enfin, au chapitre des « forces et capacités de l'Alliance », il semble assez évident que l'Otan ne renoncera pas à disposer d'une grande force de frappe nucléaire. Les « experts » recommandent fermement le maintien des armes nucléaires tactiques en Europe et que tout changement de cette politique soit décidé par l'Alliance tout entière (!). Par ailleurs, elle va intégrer le système de défense anti-missiles américain dans son programme de sécurité en Europe. Elle continue aussi à structurer la Force de Réaction Rapide et à réclamer une augmentation des budgets militaires des divers pays membres.

Et voilà quelques « recommandations » d'un groupe d'experts pas du tout neutre puisqu'il est présidé par Madeleine Allbright. Même si le document final que va concocter Rasmussen, le secrétaire général actuel n'en retient pas tout, il ne prendra pas une orientation différente. Il confirme et renforce l'orientation belliqueuse mondiale de l'Otan, et l'orientation politique anti-démocratique de nos gouvernements. On ne peut pas l'accepter !

Claudine Pôlet

http://www.csotan.org:80/ao/article.php?ao_id=39&art_id=506&Mois=octobre&Year=2010

3-2 David Brunnstrom, Marc Delteil : Rasmussen : Les Européens doivent maintenir la capacité de l'Otan.

Les Etats européens membres de l'Otan doivent faire en sorte de pouvoir encore conduire à l'avenir des opérations extérieures massives du type de celle en cours en Afghanistan, estime le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen.

A l'approche du sommet de l'organisation le mois prochain, Rasmussen s'apprête à y plaider contre les réductions, à son goût excessif, des budgets de la défense des pays européens frappés par la crise financière.

"Il y a un moment où on ne dégraisse plus, on rogne sur le muscle, puis sur l'os", dira-t-il à Bruxelles, selon les extraits de son futur discours dont Reuters a pris connaissance jeudi.

"Nous devons éviter de faire des économies si draconiennes que nous ne pourrions pas, à l'avenir, être en mesure de défendre la sécurité sur laquelle notre prospérité économique repose. Et nous ne pouvons en arriver à un point où l'Europe ne peut peser de tout son poids en matière de sécurité."

Cela transformerait en "coquille vide" l'ambition de l'Union européenne d'exercer une influence politique plus importante dans le monde. "Et les Etats-Unis chercheraient ailleurs un partenaire pour la sécurité. Ce n'est pas un prix que nous pouvons nous permettre de payer."

A travers l'Europe, les gouvernements sabrent dans leurs budgets de défense pour faire face à la crise économique, soulevant des doutes sur la capacité, même des plus grandes puissances militaires continentales, à monter plus tard des opérations extérieures.

Rasmussen plaidera pour la nécessité de préserver la capacité de monter des opérations militaires majeures dans le monde. "Aucune autre organisation ne peut mobiliser, déployer et maintenir une capacité militaire à la hauteur de celle de l'Otan."

"Je ne suis absolument pas convaincu par les suggestions des médias voulant que, après l'Afghanistan, l'Otan pourrait ne jamais plus monter une autre grosse mission. D'abord et avant tout parce que je ne doute pas de notre succès en Afghanistan.

"Ensuite et parce qu'il y aura d'autres missions à l'avenir que seul l'Otan pourra se permettre. Nous devons nous tenir prêts."

(David Brunnstrom, Marc Delteil pour le service français,

édité par Jean-Stéphane Brosse)

7 octobre

<http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE69622P20101007>

3-3 Francine Verstraeten : L'aide humanitaire au Pakistan sous contrôle de l'Otan et des États-Unis.

Le Pakistan vit en guerre depuis 2004. L'OTAN et les USA s'y déploient, selon les déclarations officielles, afin de protéger les moyens logistiques nécessaires à leur guerre « contre le terrorisme ».

En mars 2010, le pays a vécu des inondations dramatiques lors de la crue de ses fleuves et rivières. L'appel à l'aide humanitaire a été diffusé dans tous les médias mais, malgré le nombre de victimes, de sans abri, de déplacés, l'aide se fait attendre !

Pourquoi ? Un survol des communiqués des agences de presse nous donne quelques éléments de compréhension :

Reuters, 27 août : Les USA voient des terroristes ... partout !

« Les Etats-Unis ont la preuve d'une implication croissante des activistes pakistanais et des ONG caritatives qui leur sont affiliées dans les secours aux victimes des inondations dans le but de renforcer leur popularité, a déclaré un haut responsable américain.

Le Département d'Etat américain a déjà mis en garde contre le risque de voir les activistes islamistes s'attaquer aux travailleurs humanitaires expatriés déployés sur le terrain.

Ces inondations, les plus graves depuis des décennies, font suite aux pluies de mousson exceptionnelles cette année. Elles ont mis à mal la capacité du pays et de son gouvernement civil à répondre efficacement et rapidement à la catastrophe.

L'un des risques majeurs serait de voir les activistes islamistes et leurs ONG exploiter la colère de la population face à l'incurie de l'Etat, même si les Etats-Unis et leurs alliés ont dépêché des aides supplémentaires.

Le responsable américain de haut rang, qui a réclamé l'anonymat, a affirmé que des activistes distribuaient même de l'argent aux sinistrés. "Il existe des indices très clairs montrant que les insurgés et les groupes affiliés cherchent actuellement à utiliser les inondations et les opérations de secours pour renforcer leur popularité avec, pour objectif à terme, de contrôler une bonne part du Pakistan", a-t-il dit jeudi.

La semaine dernière, les autorités pakistanaises, conscientes de ce risque, avaient annoncé qu'elles allaient sévir contre les organisations caritatives liées aux groupes radicaux islamistes. »

Mais aussi : [AFP, 26 août](#)

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

« WASHINGTON — Les talibans du Pakistan préparent des attaques contre des travailleurs humanitaires étrangers déployés dans le cadre de l'aide aux victimes des inondations dans ce pays, a affirmé mercredi un haut responsable gouvernemental américain à l'AFP. "Selon les informations dont dispose le gouvernement américain, les talibans pakistanais préparent des attaques contre des étrangers participant aux opérations humanitaires en cours au Pakistan", touché par des inondations historiques, a précisé ce responsable, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat.

Egalement, de même source, "les talibans pakistanais pourraient aussi préparer des attaques contre des responsables fédéraux et provinciaux à Islamabad".

Le Pakistan est confronté à la plus grave crise humanitaire de son histoire, avec plus d'un cinquième du pays inondé, au moins 1.500 morts selon Islamabad, et plus de 17 millions de personnes affectées selon l'ONU.

Quelque huit millions de sinistrés, dont environ cinq millions de sans-abri, ont besoin d'une aide d'urgence, estiment les Nations unies. [...]

Plus tôt mercredi, des responsables avaient affirmé ne pas avoir remarqué d'actes hostiles lors des opérations humanitaires. Selon un général américain, les forces américaines engagées dans ces opérations n'ont pas fait état de problèmes de sécurité. "Nous n'avons eu absolument aucun problème de sécurité en trois semaines de présence là-bas", a assuré le général de brigade Michael Nagata, lors d'une téléconférence retransmise à Washington depuis le Pakistan où il se trouve.[...]

Etant donné le fort sentiment anti-américain qui prévaut au Pakistan, les autorités du pays distribuent habituellement elles-mêmes l'aide acheminée par avions et hélicoptères de l'armée américaine.

Le général Nagata, le deuxième plus haut gradé américain sur le terrain, a néanmoins assuré que les civils pakistanais "sont impressionnés lorsqu'ils voient les soldats pakistanais et américains travailler côte à côte, voler dans les mêmes hélicoptères et œuvrer ensemble sur les zones d'atterrissage".

Les autorités américaines affirment que leurs hélicoptères ont permis de sauver plus de 6.000 personnes prises au piège des inondations ».

Info ou intox ? Propagande !

Sur le site Otan : Le 7.8.2010, le gouvernement du Pakistan a demandé officiellement à l'OTAN de l'aider à faire face aux inondations qui frappent le pays, le conseil de l'OTAN a chargé le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) de centraliser l'aide humanitaire offerte par les pays alliés et leurs partenaires.

Et dans le New York Times du 14.8.2010, « Secourir les victimes des inondations, a déclaré Richard Holbrooke, représentant de l'administration Obama pour l'Afghanistan et le Pakistan, sert non seulement à sauver des vies humaines, mais aussi à rétablir l'image des Etats-Unis au Pakistan ». . Dans ce pays l'opposition aux opérations "antiterrorisme" conduites par les forces états-uniennes, a augmenté, car elles provoquent un nombre toujours

plus grand de victimes civiles... « Maintenant, le peuple pakistanais verra que, quand une calamité naturelle frappe, ce ne sont pas la Chine et l'Iran, ou l'Union européenne, mais toujours les USA qui dirigent ». Ce que j'en tire comme conclusions c'est que les USA, avec l'aide de l'OTAN, contrôlent toute l'aide humanitaire envoyée au Pakistan. Si ici, en Belgique, il y a des dons, si l'Union Européenne a accordé des subsides, les USA à travers l'ONU et grâce à l'OTAN désirent donner une image humanitaire à leur présence sur place en centralisant le tout et surtout, en protégeant « sa logistique guerrière » indispensable au conflit en Afghanistan.

CQFD

Francine Verstraeten

3-4 Thorsten Knuf : Une nouvelle stratégie pas vraiment pérenne.

L'OTAN fait bien de ne pas surestimer l'importance de sa nouvelle stratégie, écrit le quotidien de centre-gauche Frankfurter Rundschau : "De tels documents peuvent difficilement servir de ligne d'instruction pour une période prolongée. Le monde change trop vite pour cela.

Actuellement, les relations avec la Russie sont par exemple relativement détendues, mais les choses n'en resteront pas là.

Le document oublie complètement le défi majeur de notre époque, à savoir la Chine.

Et bien que les membres de l'OTAN s'apprécient mutuellement, on ne doit pas oublier que ça fait longtemps qu'ils ont atteint leurs limites en Afghanistan.

S'ils devaient ne pas sortir indemnes de cette guerre, de nouveaux doutes intrinsèques se répandraient dans l'Alliance.

Aucun concept stratégique ne pourra remédier à cela."

(15.10.2010)

» [informations complémentaires \(lien externe, allemand\)](#)

Pour en savoir plus sur les thèmes de la revue de presse » [Relations Internationales](#), » [Défense / Crises / Guerres](#), » [Mondial](#)

Tous les textes disponibles de » [Thorsten Knuf](#)

[Jyllands-Posten - Danemark](#)

3-5 Ben Cramer : L'Iran, la prolifération nucléaire et l'exemple turc.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce ne sont pas les Français mais les Britanniques qui se méfient le plus des conséquences imprévisibles que pourraient avoir des opérations militaires à l'encontre de sites (nucléaires ou pas) en territoire iranien.

C'est du moins ce qui ressort de sondages récents. Cette méfiance est un signe de sagesse dans la mesure où le recours au nucléaire, où qu'il soit, peut être la conséquence de ce qu'on appelle le « stress of war ». Parmi les autres stress, il y en a un que les stratèges n'ignorent point : les jours du Traité de Non Prolifération (TNP) sont comptés.

En attendant, les élites européennes ne semblent pas très mobilisées pour débloquer la situation, ou calmer le jeu. L'Union Européenne dans la rubrique politique étrangère ressemble fort à la Conférence du désarmement (CD) à Genève, cette institution qu'on surnomme parfois la Belle au Bois Dormant. Les initiatives de la PESC en matière de non-prolifération ne sont que des copies conformes aux déclarations du State Department à Washington.

La PESC est tellement imbibée d'Otanisme qu'elle n'a pas songé une seule seconde à créer un Conseil de Sécurité au sein des 27 Etats membres (même l'Union africaine s'est dotée d'un conseil de sécurité). Un conseil de Sécurité qui ne valoriserait pas ceux qui détiennent des armes de destruction de masse, contrairement à l'ONU.

Le chemin du renouveau, de l'initiative est donc emprunté par des acteurs qu'on n'attendait pas sur le dossier : la Turquie d'Erdogan et le Brésil de Lula. Incroyables mais vrais, voilà les Turcs- souvent dépeints comme alignés sur Washington, - qui se positionnent en successeurs des Roumains durant la guerre froide (sur le dossier TNP), ou des Polonais du temps de Rapacki.... (le plan de dénucléarisation du ministre, très mal vu à Moscou) ou de la Suède d'Olof Palme.

Certains experts des relations internationales imaginent déjà de futurs castings avec des Turcs réconciliés avec les Grecs, même sur le sort de Chypre, qui demanderont poliment aux Américains de ranger leur matériel et de se retirer, comme De Gaulle le fit avec fracas et panache à partir des années 60.

Envers et contre tout, faisant fi des maquettes de l'Europe de Maastricht, ou de Nice, il se pourrait que de nouvelles puissances reprennent le flambeau gaulliste, tentent de se distancier de l'Empire, quitte à innover le concept du 'non-alignement' (la première conférence a eu lieu il y a 50 ans !). Il n'est pas exclu que l'un de ces « alliés » qui regarde plus loin que l'horizon de Lisbonne fasse insérer dans sa Constitution (à défaut de constitution européenne digne de ce nom) un article du style : le pays « ne pourra accepter/accueillir aucune base militaire étrangère sur son territoire et ne pourra participer à aucune guerre d'agression ». (article 10 de la Constitution Bolivienne).

[De la dénucléarisation à la neutralité.](#)

Aucun document de la PESC n'a encore mis en avant la nécessaire dénucléarisation de l'ensemble européen, ne serait-ce que pour donner une petite chance de survie au TNP en 2015. Bref, l'Europe fait fausse route. Pas un

commissaire à Bruxelles, pas un parti politique au Parlement pour initier un modèle de dénucléarisation comme le Parlement de Mongolie a réussi à l'imposer (zone exempte d'armes nucléaires reconnue comme telle par l'ONU) à partir de février 2000.

L'idée de dénucléarisation (du sol européen) nous entraîne bien vite au-delà. C'est normal. Après tout, le continent européen compte en son sein toutes sortes de territoires y compris des pays sans armée (Andorre, Islande, Lichtenstein, Monaco, San Marino), des territoires non militarisés dont les îles Aland (Finlande) et l'archipel du Spitzberg (Norvège). Cette diversité a longtemps été un atout même si le pire n'est pas non plus à exclure avec l'indépendance du Groenland, par exemple, un territoire qui, en dépit ou à cause des variations climatiques, pourrait être entraîné dans une nouvelle « guerre froide » face à tous ceux qui convoitent l'Arctique. L'Europe compte aussi des Etats neutres. Tous les cinq (Autriche, Finlande, Irlande Malte, Suisse) dont 4 membres de l'UE traversent ces temps-ci une crise d'identité. Que le citoyen Français lambda croit encore qu'être 'finlandisé' est quasiment une maladie, et un exemple de subordination à l'égard de Moscou, en dit long sur les dégâts du lavage du cerveau au temps de la guerre froide. Mais, plus grave encore, 2/3 des habitants de la Finlande d'aujourd'hui estiment que leur nation finira par adhérer à l'Alliance Atlantique « dans un avenir prévisible ». Pourtant, au vu de la crise économique et financière que les Européens traversent –y compris les budgets militaires - , au vu des clashes potentiels soulevés ci-dessus (Afghanistan, Iran), on peut légitimement se demander pourquoi plaider la cause de la neutralité de l'Europe est si inaudible dans les instances européennes. Pourquoi aucun parti politique pourtant à court de recette n'a mijoté cette idée et présenté l'ébauche d'un programme du genre ?!

Une France plus gaullienne aurait-elle pu ambitionner de freiner les dérives atlantistes de quelques Européens ? Même sous Chirac ? Peu importe le scénario. Aujourd'hui, avec une Union Européenne qui se fond dans ce magma qu'est l'OTAN, l'Europe comme la France vit à contretemps.

« Les dirigeants européens vont demander des liens plus étroits avec l'OTAN », révèle l'Irish Times. Un document préparatoire au Conseil européen du 16 septembre 2010 "présente les relations avec l'OTAN comme une manière d'exploiter davantage les liens de l'Europe avec Washington", en particulier dans les domaines économique et stratégique, explique le quotidien de Dublin. C'est la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, qui serait chargée de mettre en œuvre la recommandation des 27 Etats membres. Cette recommandation tombe au plus mauvais moment de l'Alliance. Cherchez l'erreur.

Espérons que les prochains manuels d'histoire au service des générations futures n'insisteront pas trop, le révisionnisme aidant, sur les aspects "positifs" de l'otanisme qui aurait libéré le joug des peuples d'Europe centrale et orientale et fait disparaître le Mur de Berlin.

Ben Cramer

http://www.csotan.org:80/ao/article.php?ao_id=39&art_id=507&Mois=octobre&Year=2010

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Le Conseil mondial de la paix : L'OTAN a été dès sa fondation en 1949 une organisation agressive.

Déclaration du Conseil mondial de la paix et du Conseil portugais pour la paix et la coopération en vue du sommet de l'OTAN de Lisbonne en novembre

Le Conseil mondial de la paix (CMP) et le Conseil portugais pour la paix et la coopération (CPPC) saluent les peuples du monde amoureux de la paix et les mouvements de la paix qui se mobilisent en continuant à dénoncer les guerres impérialistes, les occupations illégales et l'injustice sociale, et les invitent à continuer à renforcer les efforts et les luttes communs contre l'impérialisme et ses organisations, en particulier contre l'OTAN, la plus grande machine de guerre du monde.

Le CMP dénonce devant les peuples du monde entier les crimes que l'OTAN a commis et continue à commettre contre l'humanité avec comme prétexte tant la protection des « droits de l'Homme » que de la lutte contre le « terrorisme », selon sa propre interprétation.

L'OTAN a été dès sa fondation en 1949 une organisation agressive. Après 1991, avec sa nouvelle doctrine militaire, elle s'est transformée en « shérif » mondial des intérêts impérialistes. Elle a souvent été liée à des régimes sanguinaires et à des dictatures, aux forces réactionnaires et aux Juntas. Elle a participé activement au démembrement de la Yougoslavie, aux bombardements barbares de la Serbie durant 78 jours, au renversement de régimes à travers les « révolutions colorées », à l'occupation de l'Afghanistan. L'OTAN persévère dans ses plans pour un « Grand Moyen-Orient », élargissant son rayon d'action avec le « Partenariat pour la paix » et la « coopération spéciale » en Asie et en Amérique Latine, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, et aussi avec l' « Armée européenne ».

Tous les gouvernements des Etats-membres partagent des responsabilités au sein de l'OTAN, bien que le rôle de direction soit dévolu à l'administration états-unienne. La présence d'approches diverses sur certaines questions est le reflet de points de vues et de rivalités particulières, mais celles-ci mènent toujours de toute façon à un affrontement agressif commun avec les peuples.

Nous condamnons la politique de l'Union Européenne, qui coïncide avec celle de l'OTAN et le Traité de Lisbonne, et qui va main dans la main avec l'OTAN en matière politique et militaire. Les dépenses militaires des Etats-unis en missions étrangères ont augmenté entre 2002 et 2009 de 30 milliards d'euros à 300 milliards d'euros. Les peuples et les forces amoureuses de la paix dans le monde n'acceptent pas le rôle de « shérif » mondial joué

par l'OTAN. Ils rejettent tous les efforts tendant à incorporer l'OTAN dans le système des Nations Unies. Ils demandent la dissolution de cette machine de guerre militaire agressive. Même le prétexte trompeur de l'existence du Pacte de Varsovie n'a désormais plus de sens.

Le Conseil mondial de la paix et ses membres et amis organiseront dans plusieurs dizaines de pays diverses initiatives nationales et internationales contre l'OTAN et sa conception stratégique, qui devrait être adoptée au prochain sommet au Portugal. Nous organiserons, avec le Conseil portugais pour la paix et la coopération, des manifestations et conférences ainsi qu'une initiative centrale de masse avant et pendant les jours du sommet de l'OTAN (novembre 2010) à Lisbonne.

Sous le slogan « *OTAN, ennemie des peuples et de la paix: démantelons-la!* », le CMP appelle toutes les organisations des Etats-membres de l'OTAN et du monde entier à signer un appel qui mette en avant les questions suivantes:

L'OTAN a été une force agressive et réactionnaire dès sa fondation en 1949. Le Traité de Varsovie a été créé après la création de l'OTAN et a été démantelé avant lui.

L'OTAN a les mains sales, depuis 60 ans, du sang de tant de personnes et ne constitue pas une force « *qui maintient la paix* » dans le cadre des Nations Unies.

Même si c'est elles sont menées sous direction états-unienne, les agressions ont été réalisées avec les autres forces impérialistes, ce qui ne change pas la nature de l'OTAN.

L'OTAN est directement liée à l'Union Européenne et vice-versa, en même temps qu'un nombre important de pays de l'UE sont aussi membres de l'UE, à travers les clauses et engagements consacrés par le « Traité de Lisbonne »

Tous les gouvernements des pays membres de l'OTAN portent la responsabilité de leurs actes: ils soutiennent ses projets impérialistes.

La guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie a représenté une pierre angulaire du nouveau dogme, au moment du sommet de Washington en 1999. Il s'est révélé par la suite que l'UE n'a absolument pas représenté un « contre-poids démocratique » aux Etats-Unis.

L'OTAN agit comme un gendarme mondial avec des collaborateurs sur tous les continents, qui exécutent son Plan pour un « Grand Moyen-Orient » et interviennent activement en Europe de l'Est, au Caucase et ailleurs.

Nous approuvons et soutenons la campagne portugaise « Oui à la paix, non à l'OTAN » qui rassemble de multiples mouvements et organisations. Nous lançons un appel à toutes les organisations amoureuses de la paix pour qu'elles unissent leurs voix et leurs forces autour de cet appel et se retrouvent avec nous en novembre 2010 à Lisbonne

[Le Conseil mondial de la paix \(CMP\)](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19